

DÉCLARATION DE NAISSANCE D'UN RÉSEAU MONDIAL DE SOLIDARITÉ DES MERES, FEMMES, SOEURS, FILLES, PROCHES DE DISPARUS

Lors du Cinquième Festival International Voix de Femmes, à Bruxelles en ce mois d'avril 2000, se sont réunies et unies des représentantes de comités de familles de disparus, des mères, épouses, filles, soeurs, proches, de disparus, parfois elles-mêmes anciennes victimes de la disparition et de la torture.

Nous, femmes du Chili, d'Argentine, du Mexique, du Maroc, de Turquie, du Liban, du Rwanda, du Kurdistan, du Sahara Occidental, de République Fédérale de Yougoslavie, de Belgique avons partagé notre souffrance, notre lutte, notre détermination.

Cet échange a renforcé cette détermination à lutter sans relâche pour la vérité, la justice, la mémoire, la paix, la liberté, contre l'oubli, contre le silence complice.

Nous lutterons désormais ensemble, unies à travers le monde par le réseau de solidarité que nous avons établi aujourd'hui. Nous soutiendrons concrètement les actions menées par chacune d'entre nous, diffuserons rapidement et largement nos informations, ferons ensemble pression sur les autorités et organismes nationaux et internationaux.

La disparition forcée, le meurtre, le génocide, la torture, la répression, la pauvreté organisée, le maintien dans l'ignorance, l'analphabétisme, sont les moyens utilisés par certains pouvoirs pour contraindre les peuples au silence et à la soumission.

Leurs moyens sont la terreur et l'oppression.

Les nôtres sont la puissance de la lutte et de la solidarité.

Ensemble, nous lutterons sans haine mais sans répit en sachant vaincre la peur.

Le cri de "Vérité, Justice, Liberté" sera désormais poussé d'une même voix aux quatre coins du monde, pour exiger :

- la libération immédiate de tous les "détenus-disparus" en vie,
- la vérité sur les crimes commis et l'identification des responsables des disparitions forcées, des tortures, des meurtres d'opposants, des génocides...
- la suppression des lois d'impunité et d'amnistie pour tous les responsables de ces crimes et leur jugement sans indulgence,
- la réparation des préjudices causés aux victimes et à leur famille
- la fin de la complicité des États dits démocratiques qui, pour des intérêts économiques, soutiennent des régimes inhumains, arment les bras qui tuent et ferment les yeux sur des pratiques indignes et sanguinaires.
- l'application réelle des lois, conventions, traités et chartes censés protéger les droits de tous les êtres humains
- la création, dans tous les lieux d'origine des victimes, d'un espace de la mémoire, public et visible de recueillement et de vigilance.

En luttant pour la vérité et la justice, nous luttons pour que tous, maintenant et demain, puissent enfin avoir le droit à une vie juste et digne.

A Bruxelles, en avril 2000 :

Carmen Vivanco et Ana Rojas, "Agrupacion de familiares de detenidos desaparecidos", Chili; Lourdes Uraga, ancienne disparue, Mexique; Delia Bisutti ancienne disparue et épouse de disparu, Argentine; Sanaa Bachir Elbizri, "Comité des familles de disparus", Liban; Khadija Rouissi, "Forum marocain pour la Vérité et la Justice", Maroc; Nadire Mater, "Mères du Samedi", Turquie; Sdiga Settaf Charif, Secrétariat National de l'Union des Femmes Sahraouies; Rujin, "Comité des mères de la Paix", Kurdistan; Yolande Mukagasana et Julie Mukamutali, rescapées du génocide, Rwanda; Dusica Bursac-Babic "Samohrane Majke" (mères seules avec leurs enfants), représentante du comité des disparus au Kosovo, République Fédérale de Yougoslavie; Madjiguène Cissé, mouvement des sans papiers de France; Carine Russo association "Julie et Mélissa", Belgique.